



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Préfecture
Service de la coordination des politiques publiques
Bureau des enquêtes publiques
Affaire suivie par : Claude ROILLET
Tel. : 04.75.79.28.69
Fax : 04.75.79.28.55
Courriel BEP : pref-enquetes-publiques@drome.gouv.fr

ARRÊTÉ n° 2019334-0003 du 27 NOV. 2019

portant ouverture d'une enquête publique
au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement
relative à une demande d'autorisation environnementale unique pour l'ouverture et l'exploitation
d'une carrière de roche massive

demande présentée par :

La société Carrières Benoît GAUTHIER 26300 Chatuzange-le-Goubet

pour l'exploitation d'une carrière située sur la commune de :

SAINT-NAZAIRE-EN-ROYANS (26190)

Lieux-dits « Vanille » et « Campalon »

Cette autorisation environnementale unique (AEU) est sollicitée pour les domaines suivants :

1. Installations Classées pour l'Environnement ICPE : autorisation d'exploiter une carrière et une installation de traitement de matériaux au titre du code de l'environnement ;
2. Loi sur l'eau et les milieux aquatiques : déclaration de rejet des eaux pluviales ;
3. Autorisation de défrichement au titre du code forestier ;
4. Dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées au titre du code de l'environnement.

Le Préfet de la Drôme

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L122-1 et R122-1 et suivants, relatifs à l'évaluation environnementale, L123-1 et R123-1 et suivants relatif à l'enquête publique, son livre 1^{er} titre VIII, parties législatives et réglementaires, relatif à l'autorisation environnementale unique, et son livre V titre 1^{er}, parties législatives et réglementaires, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées (ICPE) codifiée dans le code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, livre II, titre Ier, chapitre IV, et notamment ses articles L214-1 à L214-3 (partie législative) et R214-1 et suivants (partie réglementaire) relatifs aux régimes d'autorisation ou de déclaration des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités (IOTA) relevant des dispositions de la loi sur l'eau ;

Vu les articles L411-1, R411-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à la protection du patrimoine naturel et aux dérogations aux mesures de protection des espèces animales non domestiques et végétales non cultivées;

Vu le code forestier, et notamment ses articles L341-1 et suivants relatifs au régime d'autorisation préalable de défrichement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;



Vu l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique, mentionné à l'article R123-11 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Drôme portant délégation de signature ;

Vu la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur du département de la Drôme ;

Vu la demande d'autorisation environnementale unique (AEU) présentée le 2 avril 2019 et complétée le 2 septembre 2019, par la société Carrières Benoît GAUTHIER, sise 255 chemin du Rioussat - Pizançon 26300 CHATUZANGE-LE-GOUBET, relative à un projet d'ouverture et d'exploitation d'une carrière de roche massive située aux lieux-dits « Vanille » et « Campalon » sur la commune de SAINT-NAZAIRE-EN-ROYANS ;

Vu le dossier d'enquête publique déposé par la société Carrières Benoît GAUTHIER, constitué :

- d'une demande d'autorisation d'exploiter au titre de la réglementation sur les ICPE, comprenant notamment une étude d'impact, une étude de dangers et leurs résumés non techniques, l'avis de l'Autorité environnementale et la réponse du demandeur à cet avis, ainsi que les avis des services administratifs exprimés lors de la phase d'examen du dossier ;

- d'une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées ;

- d'une demande d'autorisation de défrichement ;

Vu le rapport en date du 24 septembre 2019 de l'Unité Inter-Départementale Drôme-Ardèche de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sur la recevabilité du dossier ;

Vu les lettres du 21 octobre 2019 informant le maire de la commune de SAINT-NAZAIRE-EN-ROYANS et le pétitionnaire de la recevabilité de ce dossier ;

Vu la décision n° E19000377/38 du 6 novembre 2019 du président du tribunal administratif de GRENOBLE désignant un commissaire enquêteur ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale du 12 novembre 2019 et la réponse écrite du maître d'ouvrage à cet avis, joints au dossier d'enquête ;

Considérant que ce projet, relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique n° 2510-1 « Exploitation d'une carrière », est soumis à autorisation et doit faire l'objet des formalités d'enquête publique ;

Considérant que le rayon d'affichage pour ce projet est de 3 km, et intéresse le territoire des communes de SAINT-NAZAIRE-EN-ROYANS, EYMEUX, HOSTUN, LA BAUME D'HOSNUN, ROCHECHINARD, LA MOTTE-FANJAS et SAINT-THOMAS-EN-ROYANS en Drôme, SAINT-LATTIER, SAINT-HILAIRE-DU-ROSIER et SAINT-JUST-DE-CLAIX en Isère ;

Considérant que ces mêmes communes sont concernées au titre des appellations d'origines contrôlées ;

Considérant que le commissaire enquêteur a été consulté sur les modalités de déroulement de l'enquête publique environnementale ;

Considérant que ce dossier est constitué conformément aux dispositions du code précité ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme,

ARRÊTE

Article 1 : Une enquête publique est ouverte pour une durée de 32 jours

du lundi 6 janvier 2020	au jeudi 6 février 2020 inclus
--------------------------------	---------------------------------------

relative à la demande présentée par la société Carrières Benoît GAUTHIER en vue d'obtenir une autorisation environnementale unique pour l'ouverture et l'exploitation d'une carrière de roche massive située aux lieux-dits « Vanille » et « Campalon » sur la commune de Saint-Nazaire-en-Royans ;

Des informations peuvent être demandées auprès de :

Monsieur Benoît Gauthier, Dirigeant – 255 Chemin du Rioussat – Pizançon 26300 CHATUZANGE-LE-GOUBET – Tel : 04.75.71.36.99 – Mail : contact@benoit-gauthier.com

La décision du Préfet de la Drôme susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation environnementale unique, assortie du respect de prescriptions ou un refus.

Article 2 : Le président du tribunal administratif de GRENOBLE a désigné en qualité de commissaire enquêteur Monsieur Jean CORDUANT, ingénieur consultant qualité environnement, retraité .

Pendant l'enquête, le commissaire enquêteur peut demander au responsable du projet la communication de documents utiles à la bonne information du public, visiter les lieux concernés par le projet, auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter.

Conformément à l'article R123-17, le commissaire enquêteur peut organiser une réunion d'information et d'échange lorsqu'il estime que la nature du projet ou les conditions de déroulement de l'enquête publique le rendent nécessaire. Le commissaire enquêteur définit en concertation avec le Préfet et le responsable du projet les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

Article 3 : Pendant la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique, comprenant notamment une étude d'impact, une étude de dangers et leurs résumés non techniques, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse écrite du maître d'ouvrage à cet avis, ainsi qu'une demande d'autorisation de défrichement et une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées, est disponible en mairie de SAINT-NAZAIRE-EN-ROYANS, siège de l'enquête, où le public pourra le consulter, sur support papier et sur un poste informatique en version numérique, aux jours et heures d'ouverture de la mairie, et consigner ses observations et propositions directement sur le registre d'enquête, coté et paraphé par le commissaire enquêteur.

Pendant la durée de l'enquête, les observations et propositions sur ce projet peuvent également être adressées :

- par voie postale en mairie siège de l'enquête : Mairie de SAINT-NAZAIRE-EN-ROYANS, 1 rue Julie Chaumat 26190 SAINT-NAZAIRE-EN-ROYANS, à l'attention du commissaire enquêteur, lequel les annexera au registre d'enquête ou
- par courriel : pref-consultation-enquete-publique5@drome.gouv.fr, avec mention en objet du titre de l'enquête publique, à l'attention du commissaire enquêteur, lequel les annexera au registre d'enquête.

Les observations écrites et orales sont également reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences fixées à l'article 4 du présent arrêté.

Pendant la durée de l'enquête, ce dossier est également consultable sur le site internet des services de l'État à l'adresse : www.drome.gouv.fr rubrique AOEP Avis d'Ouverture d'Enquête Publique – espace « participation du public ». Un formulaire en ligne est disponible pour recueillir les observations et propositions du public, qui seront ensuite communiquées au commissaire enquêteur et insérées, dans les meilleurs délais, dans le registre ouvert au public en mairie de SAINT-NAZAIRE-EN-ROYANS. Ce site internet ne permettant pas l'ajout de pièces jointes aux observations, celles-ci devront être, le cas échéant, adressées par courrier au commissaire enquêteur, domicilié pour la circonstance en mairie siège de l'enquête.

Pendant la durée de l'enquête, les observations et propositions transmises par voie électronique sont accessibles sur le site internet des services de l'État à l'adresse www.drome.gouv.fr rubrique AOEP Avis d'Ouverture d'Enquêtes Publiques - espace « participation du public ».

Avant l'ouverture de l'enquête ou pendant celle-ci, le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, en préfecture de la Drôme au Bureau des enquêtes publiques. En outre, les observations du public sont communicables selon les mêmes modalités.

Article 4 : Le commissaire enquêteur recevra personnellement les observations du public à l'occasion des permanences qu'il tiendra, aux jours et heures suivants, en mairie de SAINT-NAZAIRE-EN-ROYANS :

- le lundi 6 janvier 2020 de 9h à 12h
- le mercredi 15 janvier 2020 de 9h à 12h
- le mardi 21 janvier 2020 de 14h à 17h
- le mercredi 29 janvier 2020 de 9h à 12h
- le jeudi 6 février 2020 de 9h à 12h

Article 5 : Quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et pendant toute sa durée, les maires de la commune siège de l'enquête et des communes suivantes, dont une partie du territoire est touchée par le rayon d'affichage de 3 km et par une aire de production d'un produit d'appellation d'origine contrôlée, publieront un avis d'enquête publique par voie d'affiches en mairie, ainsi que dans le voisinage du site de l'installation projetée, et par tout autre procédé en usage, dans ces communes : SAINT-NAZAIRE-EN-ROYANS, EYMEUX, HOSTUN, LA BAUME D'HOSTUN, ROCHECHINARD, LA MOTTE-FANJAS et SAINT-THOMAS-EN-ROYANS en Drôme, SAINT-LATTIER, SAINT-HILAIRE-DU-ROSIER et SAINT-JUST-DE-CLAIX en Isère.

Cet affichage fera l'objet d'un certificat établi par le maire de chaque commune et sera adressé à la préfecture de la Drôme au terme de la durée de l'enquête.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède à l'affichage du même avis (format A2, caractères noirs sur fond jaune) sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, visible et lisible des voies publiques.

Article 6 : Un avis d'enquête publique est publié par les soins du Préfet de la Drôme et aux frais du pétitionnaire, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans les départements de la Drôme et de l'Isère.

L'avis d'enquête publique est tenu à la disposition du public sur le site internet des services de l'État www.drome.gouv.fr rubrique AOEP Avis d'Ouverture d'Enquête Publique - « espace procédure ».

Article 7 : A l'expiration du délai d'enquête, le maire de SAINT-NAZAIRE-EN-ROYANS, siège de l'enquête, transmet sans délai le registre d'enquête et les documents annexés au commissaire enquêteur, ainsi que le dossier d'enquête. Le registre d'enquête est clos et signé par le commissaire enquêteur.

Dès réception du registre d'enquête publique et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Ce dernier dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

A l'issue de cette procédure, le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations et propositions recueillies. Il consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur transmet au Préfet de la Drôme, dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du registre et des pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif. Un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur, par l'autorité compétente pour organiser l'enquête, après avis du responsable du projet.


Article 8 : Le Préfet adresse copie du rapport et des conclusions au demandeur et à la mairie de SAINT-NAZAIRE-EN-ROYANS.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie de SAINT-NAZAIRE-EN-ROYANS et en préfecture de la Drôme (bureau des enquêtes publiques) et sur le site internet des services de l'État en Drôme www.drome.gouv.fr pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Article 9 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme, les maires des communes de SAINT-NAZAIRE-EN-ROYANS, EYMEUX, HOSTUN, LA BAUME D'HOSTUN, ROCHECHINARD, LA MOTTE-FANJAS et SAINT-THOMAS-EN-ROYANS en Drôme, SAINT-LATTIER, SAINT-HILAIRE-DU-ROSIER et SAINT-JUST-DE-CLAIX en Isère, le commissaire enquêteur et le responsable du projet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au sous-préfet de l'arrondissement de Die ainsi qu'au préfet du département de l'Isère.

Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général



Patrick VIEILLESCAZES